

ELECTION(S)

« Partout dans le monde, nous soutenons activement le processus de démocratisation, garantie essentielle du respect des droits de l'homme. Nous apporterons notre concours à l'organisation d'élections libres et impartiales et au renforcement des institutions et des principes démocratiques ». Ainsi parlait Jacques Chirac le 29 juin, à Lyon, devant ses collègues du G7.

Il venait de perpétrer l'assassinat du « processus de démocratisation » au Tchad. Pour "installer" la dictature d'Idriss Déby, il a précipité l'organisation, par l'armée et les "services" français, d'une élection présidentielle vouée à une fraude monumentale. La mascarade a reçu le label "Qualité-France".

Rebelote le 8 juillet au Niger.

Le 16 juillet, Jacques Chirac fait l'éloge de l'aide publique au développement française, et de ses motivations « morales ». Où donc ? Au Gabon, ce pays richissime, tellement "pompé" par les "réseaux" (des Bongo, Tarallo, Chirac, Pasqua et Cie.) qu'ils ont besoin d'une rallonge - une grosse louche d'"aide"...

A Lomé, le 13 juin, le ministre de la Coopération Jacques Godfrain inaugurerait la Maison du journaliste : la France prétend en effet soutenir l'émergence d'une information de qualité au Togo et en Afrique francophone. Six jours plus tard, lors d'un discret procès, la "justice" de l'ami Eyadema abat l'un des piliers de la presse togolaise indépendante, La Tribune des démocrates.

Le double langage franco-africain atteint le dernier stade de la schizophrénie. Pour savoir ce que fait ou veut la Françafrique, il suffit d'inverser son discours. Quelle influence gardera à terme la langue française si, de symbole de la promotion des droits de l'homme (illustré encore par un René Cassin), elle en vient à représenter pour tant de peuples, au poids démographique croissant, le lieu d'élection de la duplicité ?

SALVES

Le discrédit de Déby

L'escroquerie électorale visant à "légitimer démocratiquement" Idriss Déby (cf. *Billets* n° 36) a toutes les apparences du crime parfait. La falsification du premier tour préparait le "sacre" au second, avec 2/3 des suffrages, d'autant plus aisément que l'opposition à Déby, majoritaire, s'est partagée entre deux options également vouées à l'échec : le boycott, et la participation à un scrutin truqué.

Dans un tel contexte, les observateurs internationaux ne servent plus à décourager la fraude, mais à la cautionner : autorisés dans certains bureaux de vote, ils sont écartés des urnes baladeuses (nomades, Soudan) et, surtout, de la centralisation des résultats. Ils attestent des bonnes choses qu'ils ont vues, mais sont forcément muets sur le reste - l'essentiel - qui leur est caché.

A de rares exceptions, les médias français ont été complices de ce crime contre la démocratie - par leur silence ou par la désinformation, initiée ou relayée. Ils se défont volontiers : cela n'intéresserait pas l'opinion. Depuis quand ce que fait la France n'intéresse-t-il plus les Français ? Si les prestations de "l'équipe de France" présente en Afrique sont si lamentables, n'est-ce pas qu'à la différence de son homologue engagée dans l'*Eurofoot 96*, elle n'est plus suivie que par une poignée de chroniqueurs, au talent trop souvent bridé ou compromis ?

La réalité risque pourtant de déborder la fiction. Nombreux sont les Tchadiens qui savent ce qui s'est passé, et le feront savoir. Déby apparaît désormais clairement comme le "pion de la France". Dans un pays à la fierté ombrageuse, cela va le discréditer. En voulant faire de lui le môle d'une "stabilité" factice, les "grands électeurs" néocoloniaux n'auront réussi qu'à aiguïser les menaces de guerre civile.

Il n'est pas sûr que les Etats fauteurs de troubles, et leurs troubles appareils, restent toujours impunis. En Bosnie, la justice internationale commence à remonter la chaîne qui va de Karadzic à Milosevic. Premices ?

Presse condamnée

Lomé, 13 juin : pleins spots sur l'inauguration par Jacques Godfrain de la *Maison du journaliste*. 19 juin : lors d'un obscur procès, où les accusés ne sont même pas convoqués, *La Tribune des Démocrates* est condamnée à 6 mois de suspension et 30 000 FF d'amende. Son Directeur de publication, Eric Lawson, écope de 5 ans de prison ferme. Motif : « incitation à la haine et fausses nouvelles ». L'hebdomadaire a eu le tort de publier les photos d'un retraité sauvagement torturé, puis exécuté à l'arme automatique, et d'attribuer ce crime aux "escadrons de la mort" qui entretiennent un climat de terreur et d'insécurité.

En réalité, *La Tribune* "fait désordre" à exposer sans relâche les graves exactions qui continuent d'accabler le Togo, ainsi que le blocage du processus de démocratisation : on la boucle.

Huit jours plus tard, au Sénégal, *Sud Quotidien* est condamné à une amende de 5 millions de FF, son Directeur de publication et 4 journalistes à un mois de prison, pour « diffamation » envers la CSS (Compagnie sucrière sénégalaise), filiale du holding franco-sénégalais Mimran. *Sud Quotidien* dénonçait la « Mimrandie », ses pompes et ses œuvres. Il accusait la CSS, entre autres, de fraude fiscale, corruption de magistrat, chantage, menaces de mort... On l'a exécuté. (*Libération*, 28/06/1996).

Jean-Claude Mimran est très proche du président Abdou Diouf. Son groupe agro-industriel tient le haut du pavé francénégalais. Pierre Pasqua (fils de Charles et figure de proue du réseau paternel) y a fait ses classes : c'est tout dire. Le groupe est très avisé dans l'obtention de concours de la CFD (Caisse française de développement), ses projets dussent-ils évincer des milliers de paysans...

Le régime ivoirien use et abuse d'une "loi scélérate" sur la presse, qui autorise les condamnations les plus arbitraires. Au Cameroun, les sanctions tombent sur la presse libre comme la pluie à Douala (*Billets* n° 34). S'il s'agit de dessiner une « maison du journaliste », la Françafrique n'a que deux schémas en tête : le bunker ou la prison.

Il fut un temps où, dans les conférences internationales sur le Rwanda, la diplomatie française tentait d'attirer les autres pays sur ses positions constantes¹. La Table ronde des bailleurs de fonds du Rwanda, les 20 et 21 juin à Genève, a révélé une notable évolution.

Tandis que les nombreux participants se signalaient, à l'instar des Pays-Bas et des Etats-Unis, par leur attention et la haute tenue de leurs interventions, le représentant français s'est contenté d'un passage express. En quelques phrases, il a signifié que son gouvernement ne voyait pas d'intérêt à cette concertation, ni à l'action multilatérale en faveur du Rwanda. Dans le reste de l'assemblée, une telle attitude a suscité un trop-plein d'épithètes : désinvolte, dédaigneux, méprisant, stupide,...

L'Elysée et le Quai d'Orsay ne voient pas à quel point l'arrogance françafricaine en vient à discréditer et isoler la France. Ou alors ils s'en moquent, dans une involution chauvine (comme la IV^e République critiquée pour sa politique algérienne). Ils s'enferment, ce qui les conduira à multiplier les erreurs en Afrique. D'un côté, cela ne peut que hâter le rejet du système Foccart. De l'autre, il faut craindre les dégâts que pourront causer ses dernières fougades.

Un récent propos de Jacques Chirac illustre le substrat bonapartiste de l'"attitude" néogaulliste. Le Président visitait le Qatar (avec lequel, pour mieux fourguer ses avions et ses chars, la France s'est liée par un accord de défense !). Un journaliste décèle une nostalgie d'Empire dans sa « *grande politique arabe* ». JC sort alors le grand jeu : « *Je suis fier de l'Empire français et de ce que la France a fait. Il faudra bien que le monde s'habitue à ce que la France défende à la fois ses intérêts et ses idées partout dans le monde* » (*Libération*, 09/07/1996).

Il faudra bien que JC s'habitue à ce que « *le monde* » s'offusque de ce langage impérial. Quant aux « *idées* » ainsi véhiculées, réduites au « *Na !* » infantile ou cantonnées au cervelet, on y reconnaît mal celles de « *la France* ».

1. Cf. *Dossier noir* n° 1. *Rwanda : la France choisit le camp du génocide*. Disponible à *Survie*.

Repos

Fin 1996, le poste de Secrétaire général de l'ONU est soumis à renouvellement. Boutros Boutros-Ghali sollicite un deuxième mandat de 4 ans. Il officia lors du génocide rwandais, où l'ONU connut sa pire défaillance, sans jamais avancer sa démission ; il est le candidat de la Chine, et la Françafrique ne cache pas sa "boutophilie". Trois raisons de faire valoir ses droits à la retraite.

Burundi déchiré

Ce pays meurtri est ballotté entre pulsions génocidaires et comportements suicidaires. Les trafiquants d'or et d'armes y concourent, certes, mais aussi des "patriotes" égarés. Dans nos précédents numéros, nous regrettons le déficit d'information fiable sur les responsabilités dans la série de meurtres et de massacres dont l'ampleur n'a cessé de croître depuis 6 mois, suscitant le projet d'une intervention internationale.

Cette information existe désormais. Nous avons pu connaître les conclusions d'une enquête très complète, portant sur 59 cas. Elles sont accablantes pour l'armée et les milices tutsies, dans 95 % des cas. Les "représailles" dérapent systématiquement - jusqu'à cent paysans tués pour cent vaches volées.

Entre un clan au pouvoir engagé dans la fuite en avant du tout-répressif, et une guérilla hutue insuffisamment dissociée de ses apparentements génocidaires (que la "communauté internationale" tarde à disqualifier), réunir des parties non-extrémistes pour un accord politique ressemble de plus en plus à une tâche impossible.

Pour Howard Holpe, émissaire spécial de Bill Clinton, « *une énorme catastrophe se prépare* ». L'intervention d'une force internationale peut, provisoirement, l'enrayer et réduire le nombre des victimes. Mais chaque extrémisme suspecte la partialité de telle ou telle des composantes envisagées pour cette force (Tanzaniens, Ougandais, Ethiopiens), ce qui ne cesse d'en différer la mise en place. Il manque d'ailleurs cruellement d'un agenda politique, sans lequel cette force deviendra le jouet des jusqu'aboutistes (comme la Forpronu en Bosnie ou l'Ecomog au Libéria).

Julius Nyerere tente d'ouvrir cet agenda. Mais il se restreint dramatiquement. Ou bien se lèveront de miraculeux leaders ou mouvements civiques capables de ré-enclencher le cercle vertueux de la confiance. Ou, ce qui devient le plus probable, le cercle vicieux de la terreur réciproque imposera une déchirante séparation de fait (déjà amorcée). Au moment où l'Afrique du Sud tourne la page de l'*apartheid*, cette dissolution d'une nation quasi millénaire serait un coup de plus porté à l'espérance des hommes en leur histoire.

Le XX^e siècle n'aura pas été chiche de tels coups. On ne demande plus le "progrès", mais, de grâce, un "minimum syndical" d'humanité.

Paris-Tripoli-Moroni

On a pu s'étonner du soudain feu vert accordé par Tripoli au juge Bruguière. Il cherchait en vain, depuis plusieurs années, à se rendre en Libye pour y interroger de hauts personnages de ce pays suspectés d'avoir manigancé l'attentat contre le DC10 d'UTA.

En réalité, les connexions franco-libyennes se sont tellement densifiées qu'il fallait tenter de débrider cet abcès de fixation. L'installation "démocratique", à Moroni, du président Mohamed Taki est un résumé de ce nouveau cours. Elle a bénéficié des sollicitudes, conjointes ou successives, de Bob Denard, de Jean-François Charrier (vieux grognard des réseaux basé à la mairie de Paris), du député pasquaïen Jean-Jacques Guillet, de Fernand Wibaux et Robert Bourgi - les foccartiens de la cellule africaine bis (14 rue de l'Elysée), de Jacques Godfrain, etc.

Ce catalogue de bonnes volontés françafricaines a été mobilisé par l'homme d'affaires comorien Saïd Hillali, proche à la fois de l'Afrique du Sud (via Jean-Yves Ollivier) et de la Libye. Une sorte de consortium libyo-gaulliste espère ainsi installer aux Comores un pôle bancaire offshore, propice à de discrets recyclages (*L'Événement du Jeudi*, 20/06/1996). Un utile relais aux filières gabonaises éventées par le juge Joly ?

IBM Afrique

Après son putsch, le général nigérien Ibrahim Baré Maïnassara (IBM) a quitté l'uniforme pour satisfaire au rituel d'une élection présidentielle sur mesure, avec un score "démocratique" (52 %). Toute la Françafrique a cotisé sans rechigner. Le dispositif français de "coopération électorale" anti-surprises a été transféré du Tchad - où il s'est surpassé. Le burkinabé Compaoré, ex-putschiste, a prêté un hélicoptère à son collègue IBM, et des "conseillers" en tous genres. Le général nigérien Abacha a versé son obole.

Tous en chœur : « *Il est des nôtres...* ». Certes. Pivot du régime militaire qui propulsa le Niger à la 174^{ème} et dernière place en matière de développement humain, ancien attaché militaire à Paris, IBM a montré qu'il maîtrisait parfaitement le logiciel du jeu néocolonial. Au beau milieu du scrutin, il a dissous la Commission électorale nationale indépendante. Puis il a déclaré au peuple nigérien : « *La récréation est terminée* ».

Jacques Godfrain n'avait plus qu'à louer sa « *belle force de caractère* ».

Air à fric

Air Inter va mal, mais la Françafrique est bien placée pour exploiter ses déboires : l'un de ses fleurons, le groupe Rivaud - accessoirement (?) banquier du RPR - est le principal actionnaire du pool AOM-Air Liberté dont Jacques Chirac vient de superviser la constitution, et qui se pose en héritier des parts de marché que pourrait perdre la compagnie nationale (*Le Canard enchaîné*, 26/06/1996).

Feed back

Chantre de la corruption des autres, notamment des décideurs africains, l'ex-PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent se retrouve accusé d'avoir été lui-même royalement "cadeauté". Il s'en indigne.

Des pressions sur témoins lui sont imputées, ou à ses "conseillers" : il est écroué. Emoi dans le gratin politique : celui qui se vante d'être le « *seul à tout savoir des affaires africaines* » (*Libération*, 06/07/1996) va-t-il craquer, livrer la carte des pompes Afrique ?

L'Elysée peste contre l'actuel PDG de Elf, Philippe Jaffré : en voulant régler le compte de son prédécesseur LLFP, il expose tout le réseau. En haut lieu, l'on a donc songé à le remplacer par l'inoxydable Alain Gomez (*Le Nouvel Economiste*, 21/06/1996), ex-PDG de Thomson. Lui au moins a su montrer, lors de ventes d'armes colossalement commissionnées, qu'il ne se mélangeait pas les casseroles. Encore faudrait-il circonvenir le Conseil d'administration de Elf, privatisée...

Dans les années 60, Jacques Foccart et les gaullistes ont installé en Afrique un système associant gestion néocoloniale et "politique du ventre" : les dirigeants "amis", bons serviteurs des intérêts d'une certaine France, étaient autorisés en retour à "se servir", en confondant le patrimoine public et leurs biens propres. Ce qu'on nomme doctement le "néo-patrimonialisme".

Aujourd'hui, on reproche aux gaullistes de considérer l'habitat public comme leur propriété privée, l'argent de la ville de Paris ou de la région Ile-de-France comme leur pactole¹. Ils s'en étonnent : pourquoi l'enterrement de si bénignes confusions passe-t-il moins aisément à Paris qu'à Abidjan ?

A force de faire de la coopération policière avec des régimes "amis" où l'Etat de droit relève du vœu pieux, certaines franges de la police française s'affranchissent. A Paris, dans l'affaire des HLM (branchée sur la Côte d'Ivoire et le Congo), on a vu des officiers de police judiciaire refuser d'obéir à la justice, voire organiser la destruction de preuves.

Jean-Claude Méry (alias « *Méry de Paris* », célèbre draineur de fonds du RPR) rendait de fréquentes visites à son ami de 20 ans Michel Roussin, au temps où celui-ci dirigeait le cabinet du maire de Paris Jacques Chirac. Il "convoyait" une mallette, en simili crocodile... Fin 1994, apprenant qu'elle traîne chez un garde-meubles, dans un box blindé, le juge Halphen y envoie des inspecteurs.

L'objet s'y trouve, parmi un monceau de documents, écrits et photos, décrivant les affaires et les relations de Méry. « *Nous saisissions la mallette. Détruisez ce qui reste* », ordonnent les inspecteurs. Ebahis, les employés obtempèrent².

C'est sans doute ces policiers "bornés" qui auront permis, 5 mois plus tard, l'élection de Jacques Chirac à l'Elysée.

Devenue la reine-mère de cette Mairie aux mœurs édifiantes, Xavière Tiberi était tout indiquée pour rédiger à l'intention du Conseil général de l'Essonne - transformée en « *département bananier* » par son président RPR Xavier Dugoin (cf. *Billets* n° 27) - un rapport sur la « *coopération décentralisée* » en Francophonie. Et pour toucher à ce titre 200 000 F (*Le Canard enchaîné*, 17/07/1996).

Elle ne sortait pas du champ de ses compétences : le "champ" de la coopération française constitue en effet, pour la Chiraquie, un inépuisable lieu-ressources de formation continue et de recyclage. Seuls les "bénéficiaires" de cette coopération sont épuisés.

1. L'un des tuyaux du pompage, un bureau d'études, s'appelle *Patrimoine Ingénierie...* Alain Guédé et Hervé Liffra (in *La Razzia*, Stock, 1995) décrivent le système de "taxation" des marchés publics de Paris et sa région : 5 % en cash...

2. A. Guédé et H. Liffra, *La Razzia*, p. 80-81.

Patronage

A sa direction des relations internationales, le CNPF vient d'embaucher Michel Roussin - l'homme qui "créa" Jean-Claude Méry et Louise-Yvonne Casetta (« *la Casette* »), aiguilleur-chef des valises à billets du RPR (*La Razzia*, p. 21, 150s).

Plusieurs sommités patronales ont pétitionné en faveur de Loïk Le Floch-Prigent, un « *grand patron* ». « *Il est des nôtres...* » (bis).

Le patronat français ne cherche pas à sauver les apparences. Persuadé de l'accoutumance des Français au dévoiement de l'argent public, il ne tente même pas de leur faire croire qu'il conviendrait d'y mettre un terme.

Peu importe qu'une corruption systématique, dont il est coresponsable, mine la politique intérieure et étrangère de la France. Pour le CNPF, c'est au zèle de la justice qu'il faudrait mettre un terme : il mine le moral de tous ces patrons qui n'ont pas renoncé à jouer les parrains.

Image

Avant de devenir le "conseiller image" d'Alain Juppé, Jean-François Probst avait fait partie de la "cellule franco-africaine bis" établie par Jacques Foccart au 14 rue de l'Elysée. Déçu par l'effet de ses conseils sur la popularité du Premier ministre, il se serait proposé pour remplacer Michel Dupuch - le "Monsieur Afrique" officiel, au 2 rue de l'Elysée. Rien que ça. (*Le Canard enchaîné*, 03/07/1996).

Sa suggestion souligne un aspect (parmi tant d'autres) de l'aveuglement des foccartiens : abandonnée à la Françafrique, l'image de la France en Afrique est un cas bien plus désespéré que la cote d'Alain Juppé à Matignon.

Cette candidature, si elle devait être retenue, ne ferait qu'asseoir un peu plus l'hégémonie foccartienne.

Bons points

- La France du 14 juillet a célébré Mandela. Elle compte qu'il saura résister aux séductions de la Françafrique - qui ne se prive pas de prendre pour la réalité son souhait d'un axe Mandela-Chirac (*Le Figaro*, 16/07/1996). L'Afrique du Sud a besoin des investissements étrangers : il ne faut peut-être pas prendre pour "argent comptant" les amabilités d'un Mandela en quête de crédits.
- Le G7 a recommandé la nomination d'un Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé de coordonner la dizaine d'agences de l'ONU chargées du développement. Il faut un début à tout...
- Le TPY (tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) monte en puissance. Il a mis en accusation les leaders bosno-serbes Karadzic et Mladic, entendu la litanie des atrocités qu'ils ont commandées, et lancé à leur encontre des mandats d'arrêt internationaux. L'arrogance des bourreaux vacille.

Fausse notes

- Pour Aung San Suu Kyi (cette femme, Prix Nobel, dont le parti a obtenu 80 % des voix aux élections générales birmanes de 1990), l'investissement du groupe pétrolier français Total dans un très gros projet de gazoduc (cf. *Billets* n°20 et 23) « contribue directement à soutenir le régime militaire en place » (*Libération*, 25/06/1996).
- Pierre Sané, président d'*Amnesty International*, a dénoncé la « grande sophistication » de l'« Etat policier » tunisien, qui coule « une chape de plomb sur la liberté d'expression et d'association ». En louant (par la voix de Jacques Chirac) la gestion du président Ben Ali, la France adresse, selon lui, un « encouragement à cet autoritarisme » (*Libération*, 05/07/1996). Elle en redemande !
- Dans son *Rapport annuel*, *Amnesty* accuse la France (ainsi que l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Russie) de « tremper dans le commerce de la terreur » en exportant des instruments de torture.
- De nouveau accusées de complicité dans l'abandon de l'enclave bosniaque de Srebrenica aux massacreurs du général Mladic, les autorités françaises se montrent très frileuses, sinon mesquines, envers le TPY. Il attend toujours les voitures promises par la France... (*Libération*, 03/07/1996). Quant aux généraux français ayant servi en Bosnie, ils sont sommés de se taire (*Le Canard enchaîné*, 17/07/1996). René Cassin, promoteur (gaulliste) de la sanction des crimes contre l'humanité, est bien "enterré".

(Achevé le 17/07/1996)

Sortir du mépris

Le Colloque international organisé à Lyon le 27 juin par *Agir ici* et *Survie*, *Sortir du mépris : l'Afrique s'exprime*, a été l'occasion d'une série d'interventions aux tonalités très variées. L'émergence de l'Afrique dans un monde qui la mésestime a été envisagée sous l'angle politique, culturel et civique.

Les propos de Wole Soyinka, Marcel Anoma, Patrice Yengo, Elikia Mbokolo, Thierno Monenembo, Binta Sarr et Hassan Ba figureront dans des *Actes*, à paraître cet automne.

ILS ONT DIT

« La politique d'aide au développement est un complément indispensable à la politique de fermeté [*en matière d'immigration*] ». (Jacques CHIRAC, entretien télévisé du 14/07/1996).

[*La perversion de la première entraîne la fuite en avant de la seconde*].

« C'est la cloche la plus responsable qui résonne ». (Jacques CHIRAC, se félicitant des prises de position du G7 qu'il présidait. Conférence de presse finale, 29/06/1996).

« Le nombre [*des*] "pauvres absolus" augmente d'environ 25 millions par an, après quarante ans de politiques dites de développement [...]. Il s'agit [...] de l'un des plus grands scandales financiers de la planète : la pauvreté gagne du terrain, mais "les profiteurs du développement" prospèrent. Bureaux d'ingénierie et sociétés industrielles, gouvernements occidentaux utilisent ce qu'ils osent dénommer "aide" à des fins purement commerciales ou pour servir leurs intérêts stratégiques. La corruption [*est*] érigée en système, [...] les exemples de fonds détournés de leur destination sont innombrables. [...]

L'urgence devient de plus en plus pressante [...] [*de*] repenser les mécanismes financiers de lutte contre la pauvreté, dans une vision radicalement renouvelée de ce que doivent être, à l'avenir, des politiques de développement plus efficaces, plus rapides dans leurs effets et plus conformes aux besoins prioritaires des populations concernées ». (Bertrand SCHNEIDER, Secrétaire général du Club de Rome, *La Croix* du 22/06/1996).

« On ne peut rien faire contre l'instinct des riches à devenir encore plus riches. Tout ce que nous pouvons faire, c'est leur rappeler qu'ils devront faire un choix entre leurs intérêts à court et à long terme. Leurs intérêts à court terme peuvent être assurés en soutenant des dictatures, mais leurs intérêts à long terme ne sont garantis qu'en soutenant l'évolution de ces pays vers des gouvernements démocratiques. C'est très bien de s'appuyer sur les Mobutu de ce monde, mais c'est une vision à court terme. La seule position intelligente du G7 serait de mettre son poids derrière ceux qui essaient d'établir des démocraties. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de répéter cette position jusqu'à ce qu'elle leur rentre dans le crâne ». (Wole SOYINKA, Prix Nobel de littérature - qui, durant le G7, a ouvert le colloque « *Sortir du mépris. L'Afrique s'exprime* » et présidé le « *Sommet des sept résistances* ». *Libération*, 28/06/1996).

[*Jacques Chirac et le G7 n'ont pas manqué de réciter la leçon (cf. la phrase citée en tête de notre éditorial). Reste à les empêcher de continuer impunément à faire le contraire de ce qu'ils disent*].

« Le système du G7 se présente comme le pilote du cours général des affaires mondiales. Il est donc en situation de pouvoir et de responsabilité. Cependant, ses orientations vont à l'encontre du bien-être de la majorité [...].

Nos résistances expriment des mouvements de la société qui se développent dans la diversité des cultures politiques, des forces sociales et des situations concrètes. Ces résistances, fondées sur une légitimité qui ne procède pas des appareils d'Etat, se construisent dans le mouvement réel des sociétés, dans l'action quotidienne des citoyens, au travers de l'expérience spirituelle, matérielle et solidaire des peuples ».

(Extrait de la déclaration finale du « *Sommet des sept résistances* », 27/06/1996).

« Je suis très réservé sur les interventions [militaires] françaises [en Afrique]. J'en ai vu dès le début les difficultés et les ambiguïtés. Tout a été dévié et ce, dès les années 60. [...]

Avons-nous vraiment raison de jouer le dernier gendarme blanc en Afrique noire ? [...] Il faut éviter le plus possible d'intervenir [...]. Voyez ce qui s'est passé au Rwanda : j'estime que l'intervention française dans ce pays a été plus nuisible qu'utile. La France est intervenue d'abord et pendant plusieurs années pour soutenir le régime du président Habyarimana. Elle n'a rien fait pendant le génocide [...].

[Les] accords de défense sont caducs. Ils sont dépassés. [...] Soit, il faut les dénoncer purement et simplement. Ce qui ferait grincer des dents et inquiéterait, on s'en doute, les États africains [...]. Soit, on se contente de les appliquer *stricto sensu* : "Ils ne doivent servir qu'en cas d'agression extérieure". Ainsi ils ne seraient jamais appliqués... et il n'y aurait plus d'intervention ». (Pierre MESSMER, ancien Premier ministre, in *La Croix* du 22/06/1996).

« Contribuer à la stabilité du continent noir, tenter de prévenir les affrontements, aider à redimensionner les forces armées nationales, fournir un appui aux projets de développement : tels sont les principaux objectifs de la coopération française. Parallèlement, contribuer à la démocratisation du continent est devenu un objectif central. [...]

[La présence militaire française s'appuiera, entre autres, sur] des modules plus légers de forces en attente, mobilisables rapidement en cas de crise. Il n'y aura cependant pas de désengagement de la France en Afrique. [...] Les capacités opérationnelles seront maintenues. Pour un montant finalement marginal, moins de 4 % du budget de la défense, la France continuera à œuvrer pour la stabilisation d'un continent en pleine mutation. [...] La mission militaire de coopération continuera de gérer l'assistance de 38 pays alliés et amis qui constituent à bien des titres la clef de l'influence internationale de la France ». (Pascal CHAIGNEAU, Directeur du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris, *ibidem*).

[Après une présentation idyllique, en langue de bois massif, l'aveu réalpoliticien : "les paras français en Afrique, c'est pas cher et ça rapporte gros". En termes de poids international, mais aussi à bien d'autres « titres » - dont ceux de quelques grands groupes français. Mais la « clef » est rongée, la « voûte » en a marre. Messmer, l'ancien, est finalement beaucoup plus lucide que le stratège engourdi].

« Le gouvernement a régularisé 49 adultes sur 315, soit moins de 20 % des dossiers [des Africains sans papiers dits "de Saint-Ambroise"]. Cette décision a été communiquée pendant que nous étions reçus à Matignon pour en discuter. C'est déjà un scandale en soi. Mais, de plus, cela a jeté les Africains dans le désespoir et semé la consternation parmi les démocrates » (Stéphane HESSEL, porte-parole des médiateurs, in *Libération*, 02/07/1996).

« C'est l'échec de la voie intelligente. Personne au gouvernement n'a eu le courage de dire que ces gens sont en France depuis des années et qu'ils devraient avoir le droit d'y rester ». (Archevêché de Paris, *ibidem*).

[Cette prise de position des services de Mgr. Lustiger est d'autant plus remarquable qu'en cette affaire la position de l'archevêché a été louvoyante. L'ambassadeur Stéphane Hessel, habitué à un langage plus diplomatique, ne cache pas son indignation. Il révèle au passage que le Premier ministre est tout autant court-circuité à propos du traitement des étrangers qu'en matière de politique africaine.

Cette indignation, et une mobilisation croissante, ont obtenu qu'une circulaire du ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré vienne régulariser la situation des parents étrangers d'enfants français].

« L'attitude d'Alain Carignon [lors de son procès en appel,] [...] qui a consisté à mettre en cause d'autres hommes politiques [...] et à leur imputer des faits similaires à ceux dont il s'est rendu coupable ne peut que contribuer à fragiliser dans l'opinion l'image des hommes chargés de conduire la politique de la nation et à déstabiliser les institutions de l'Etat ». (Cour d'appel de Lyon, arrêt du 09/07/1996 condamnant A. Carignon à 4 ans de prison ferme).

[Ce passage d'un arrêt judiciaire a un côté stupéfiant. Il justifie l'aggravation en appel de la condamnation d'Alain Carignon par son non-respect de la "loi du silence". Selon cet arrêt, « l'image » des principaux responsables politiques et la stabilité de l'Etat importent plus que l'application de la loi. De là à penser qu'Alain Carignon a été "sacrifié" parce qu'il était devenu un politicien secondaire...].

LIRE

Rwanda. Le génocide se poursuit, Communiqué d'African Rights, 04/07/1996, 10 p.

Un terrifiant document sur l'assassinat ciblé des témoins du génocide rwandais, les persécutions subies par les survivants, leur infini désespoir.

Pendant les « Affaires », les affaires continuent, Denis ROBERT, Stock, 1996, 266 p..

La solitude de l'enquêteur de fond(s). Ou l'extraordinaire difficulté de soulever la chape de la corruption (dont l'invasion est précisément décrite), face à la coalition de tous les pouvoirs (y compris ceux qui détiennent les médias).

La Corse démasquée, Les Dossiers du Canard enchaîné, 1996, 98 p.

La V^e République traite avec la Corse comme avec l'Afrique : n'importe comment, avec les mêmes réseaux, le même coulage, la même fascination pour les machos en armes. Très instructif.

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 7

France-Cameroun : croisement dangereux !

- Une économie livrée au pillage
- La part française du butin
- Une "démocrature" à hauts risques
- Le verrouillage francoafricain

Pour mieux comprendre l'enjeu décisif de l'élection présidentielle de 1997. Un diagnostic confirmé par l'"exemple" tchadien.
Agir ici et Survie, L'Harmattan. 95 p. Disponible à *Survie*. 45 F port inclus.

SURVIE, 57 AVENUE DU MAINE, 75014-PARIS - TELEPHONE : (33.1) 43 27 03 25 ; FAX : 43 20 55 58 - IMPRIME PAR NOS SOINS

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : FRANÇOIS-XAVIER VERSCHAVE - COMMISSION PARITAIRE N° 76019 - DEPOT LEGAL : AOUT 1996 - ISSN 1155-1666